LA LETTRE FÉDÉRALE

filpac cgt

Le livre, le Papier et la Communication

www.filpac-cgt.fr

Direction de publication et rédaction : **secrétariat fédéral**

numéro 26 • 30 mars 2020

UNE CRISE SANITAIRE REFLET D'UNE GUERRE SOCIALE MONDIALE

Voilà maintenant une semaine que les mesures de confinement sont appliquées sans que leur portée contre la pandémie du Covid 19 ne soit encore visible.

La crise sanitaire majeure que nous vivons symbolise l'incapacité des gouvernants à y faire face, tant leur raisonnement est conditionné par leur doctrine ultralibérale du monde.
Oui, rien ne sera plus comme avant, mais le sens de la sortie de cette crise qui va en entraîner une autre, dépendra de la mobilisation des travailleurs et des citoyens, et de leur capacité à imposer un autre choix de société et de civilisation que celui qui nous a conduits à cette catastrophe humanitaire.
Il ne s'agit que d'un énième avertissement, dont l'importance ne cesse d'augmenter à mesure que notre monde sombre dans le tourbillon libéral planétaire.

Une pandémie évitable

Agnès Buzyn, ancienne ministre de la Santé, tente en vain de se dédouaner de sa responsabilité, pour ne pas être associée à celle du gouvernement Philippe dans cette crise qui a déjà fait plusieurs centaines de victimes dans notre pays, et infecté des dizaines de milliers de personnes.
Il est exact que dès le début de la crise en Chine, des spécialistes du monde entier alertaient des risques d'une pandémie planétaire, alors que les gouvernements étaient concentrés sur leur politique libérale de fuite en avant.
En France, il s'est agi de faire passer coûte que coûte le projet de destruction de notre système de protection sociale, par la fin de notre régime de retraite solidaire. Dans le même temps, le budget de la Sécurité sociale, en particulier celui dédié à notre système de santé, était une fois de plus raboté sévèrement au profit de celui des armées et de la police.
La propagation du virus est proportionnelle à la dégradation du tissu industriel productif et à celle de nos services hospitaliers, par la fermeture de milliers de lits et d'hôpitaux de proximité.
Les masques, les tests, les médicaments antiviraux, les appareils respiratoires ne sont plus produits sur notre territoire. La dernière entreprise de fabrication de bouteilles d'oxygène pour les hôpitaux, Luxfer, unique en Europe et située en France, est menacée de fermeture sans que le gouvernement Philippe, dans une telle période ne la nationalise, ni impose à l'actionnaire le maintien de l'activité.
Le stock du milliard de masques constitué en 2010 après la dernière épidémie, jugé trop coûteux par la Cour des comptes, par la ministre de la Santé de l'époque, Marissol Touraine, et

par le conseiller spécial à l'Économie de François Hollande, un certain Emmanuel Macron, n'a jamais été renouvelé, tout comme les moyens de la recherche antivirale.
Ce qui ne rapporte pas à certains « amis » doit disparaître, tel est encore le dogme des gouvernants actuels.
Le confinement est la solution la moins bien adaptée pour lutter contre cette épidémie. C'est un danger pour la démocratie car souvent il s'accompagne d'un état d'urgence donnant les pleins pouvoirs à ceux qui nous ont menés à cette catastrophe humaine.

La propagation du virus est proportionnelle à la dégradation du tissu industriel productif et à celle de nos services hospitaliers, par la fermeture de milliers de lits et d'hôpitaux de proximité.
Les masques, les tests, les médicaments antiviraux, les appareils respiratoires ne sont plus produits sur notre territoire.

>>> D'autres nations, comme la Corée du Sud, le Japon, voire l'Allemagne, tirant les enseignements des précédentes crises sanitaires (H1N1, SRAS) ont privilégié une protection active et préventive par la constitution de stocks de masques, de gants, de tests, évitant ainsi une mortalité que nous connaissons en Europe en particulier en Italie, Espagne et France.
Le gouvernement se mure dans un autoritarisme à la hauteur de sa surdité, niant l'existence de la pandémie par la sortie irresponsable de son ministre de la « Santé » malgré les cris d'alerte du corps médical, les centaines de morts, voir les milliers comme dans les Ehpad qui estiment le risque de 100 000 morts si le pouvoir ne réagit pas plus vite pour fournir au personnel les protections nécessaires, et les éléments de première urgence pour les malades.
L'essentiel pour ces dirigeants d'État est de continuer de produire afin que même dans les pires conditions pour les travailleurs, le profit puisse toujours couler à flots dans les poches des actionnaires.

Un coup d'État antisocial

Les annonces peuvent paraître contradictoires entre un renforcement du confinement martelé par le Premier ministre et les propos de Bruno Lemaire et de Muriel Pénicaud, sur le fait que tout le monde doit aller au boulot et qu'aucune entreprise ne doit se mettre en chômage partiel.
Il n'y a rien de contradictoire, les seules injonctions qui comptent sont celles qui servent les intérêts des amis de Geoffroy Roux de Bézieux. Peu importe la santé des travailleurs et de leur famille, l'essentiel c'est de continuer à produire et à faire du commerce. Leur profit avant nos vies et notre santé, telle est la devise de Macron et de ses amis milliardaires.
Dans nos secteurs industriels, comme dans les autres, les droits légitimes de retrait exercés par les salariés et leurs syndicats sont systématiquement refusés. Dans nombre de cartonneries, d'imprimeries, de papeteries, les conditions de sécurité et de protection des travailleurs ne sont toujours pas mises en place.
Ni masques, ni gants, ni désinfection des pupitres ainsi que des commandes numériques et manuelles, ni gel hydroalcoolique ne sont disponibles, favorisant la propagation de l'épidémie et la mise en danger de la vie de celles et ceux qui y travaillent quotidiennement.

Le gouvernement et le patronat profitent de l'état d'urgence pour imposer des règles dérogeant au droit du travail, comme obliger les salariés à poser leurs congés payés, les RTT, durant les périodes de chômage partiel.

Le gouvernement et le patronat profitent de l'état d'urgence pour imposer des règles dérogeant au droit du travail, comme obliger les salariés à poser leurs congés payés, les RTT, durant les périodes de chômage partiel.
Il abuse des pleins pouvoirs qu'ils se sont octroyés pour permettre aux employeurs de se soustraire à la durée légale du travail (hebdomadaire et quotidienne) en fonction de leur bon désir, jusqu'à 60 heures par semaine, et la fin du repos dominical ! Et pour couronner cette régression sociale digne des maîtres de forges du XIXe siècle, il prolonge ces dérogations jusqu'en décembre 2020, dans un premier temps !
Dans la même veine, les CSE dont les droits étaient réduits au minimum se voient imposer des délais de consultation et d'information encore plus brefs, et la mise en place de la visioconférence comme mode de réunion normalisé.
L'union sacrée appelée par Macron, relayée par le patronat et certains syndicats, est de même nature que celle de Raymond Poincaré en 1914 pour envoyer les travailleurs dans la plus grande boucherie qu'ait connue notre humanité.
Au nom du dialogue social, jargon de la compromission, les conquis sociaux doivent s'effacer le temps de la crise sanitaire pour disparaître complètement lors de la crise économique majeure qui se profile dans les prochaines semaines, voire les prochains mois.

D'une crise à l'autre

Il ne faut pas être dupe, les mesures du gouvernement sont prises à l'aune d'une crise économique planétaire majeure aux effets dévastateurs.
Annoncée bien avant le Covid 19 par l'OFCE et diverses officines internationales, la crise qui prend forme sous nos yeux est celle d'une mondialisation à bout de souffle qui n'a jamais tiré les enseignements de celle de 2008 mais qui au contraire, s'est précipitée dans la fuite en avant de l'ultralibéralisme.
Les banques centrales tentent de racheter les dettes privées des entreprises et des emprunts toxiques des banques par milliers de milliards, pour éviter la déflagration mondiale.
2 000 milliards pour le gouvernement américain, 500 milliards pour l'Allemagne, 350 milliards pour la Grande-Bretagne, 300 milliards pour la France, mais la bulle spéculative et le ralentissement économique lié au Covid 19 sont si importants que leurs efforts risquent d'être vains, tant les gouvernants du G 20 ont favorisé ce système d'ultra-libéralisation de l'économie et de l'argent facile.
La guerre que mènent Macron et son gouvernement n'est pas contre le virus. Les manques de matériel médical en témoignent. Non, il s'agit de fourbir les armes d'une guerre économique qui n'a qu'un but, celui de conserver les marges des plus grosses entreprises et les milliards amassés par les plus grosses fortunes.
Rien n'est mis en place contre les restructurations en cours, ni contre les liquidations. Rien n'est mis en place pour les trésoreries des artisans et des TPE, pour les sous-traitants des grands groupes dont les factures ne sont pas réglées.
Les mesures antisociales sont les premières d'un état d'urgence injustifié qui prive de toute expression démocratique, qui spolie le Parlement si godillot soit-il, qui tente d'asphyxier toute capacité de résistance sociale.
L'ère de Macron est celle des autoritarismes. Passant en force ses contre-réformes, faisant preuve de violence extrême contre les mouvements sociaux, méprisant les institutions et les « corps intermédiaires », Jupiter se mue en chef de guerre, se donnant les pleins pouvoirs pour mener sa guerre de classe.

Organiser la résistance sociale et construire l'alternative

Dans certaines de nos professions (industries papetières, cartonnage et labeur), au nom de l'effort de guerre contre le virus, le patronat a tenté – comme il l'a fait au niveau interprofessionnel – de nous faire avaler des textes validant le sacro-saint sacrifice du maintien des productions, au nom de l'intérêt supérieur de la Nation.
En quoi le maintien de l'activité de packaging des produits de

Luxe de LVMH est-il vital pour le pays ?
En quoi, le maintien des services commerciaux dans les industries est-il indispensable à la santé des citoyens ?
En quoi les produits de loisirs, d'électroménager, de confort individuel sont-ils indispensables au point que les salariés d'Amazon y risquent leur santé quotidiennement ?
Combien de morts parmi nos proches, combien de morts chez les travailleurs, faudra-t-il dans ce pays, pour qu'y cesse toute activité non indispensable à la santé et à la sécurité alimentaire de tous ? Combien de bataillons de travailleurs devront partir au front la boule au ventre, la peur de rapporter chez eux le virus mortel sous prétexte de produire les biens de consommation de masse ?
Notre fédération lance un appel, rejoignant en cela celui de différents syndicats en Europe, pour voir arrêter toutes les activités non essentielles à la sécurité sanitaire, alimentaire et à l'expression démocratique des citoyens et des travailleurs, pour raison de confinement.
Elle réclame la fin de l'état d'urgence et le passage en crise sanitaire nationale remettant les institutions au cœur du processus de décisions démocratiques.

Pour les activités nécessaires et indispensables, toutes les mesures de prévention et de précaution sanitaires doivent être rendues obligatoires (port de gants, de masques avec changement toutes les trois heures, usage de gel hydroalcoolique, distance entre deux salariés d'1,50 m au minimum) avec un contrôle systématique des inspecteurs et contrôleurs du travail et le rétablissement des CHS-CT et de toutes leurs prérogatives.
Elle exige le rétablissement immédiat de la durée du travail à 35 heures, le maintien à 100 % des rémunérations pour les salariés et travailleurs mis en chômage partiel, assuré par un fonds de garantie des grands groupes d'assurances privés, l'indemnisation de tous les privés d'emplois à hauteur du Smic, l'indexation des pensions au même niveau.
Un plan d'urgence doit permettre d'investir plusieurs dizaines de milliards pour les Ehpad et les hôpitaux, leur permettant de faire face à la crise sanitaire actuelle mais surtout d'apporter des solutions pérennes aux défis médicaux du XXIe siècle et un système de soins de qualité.

Nos vies et notre santé valent plus que leur profit ! •

La crise sanitaire du Coronavirus deviendrait-elle le laboratoire du futur de la presse ?

En attendant le plan filière et les subsides de l'État, tous les journaux français adoptent les mêmes mesures face à la crise sanitaire due au Covid-19 : réductions des éditions, pratique quasi généralisée du télétravail, chômage partiel avec réduction des effectifs et, par effet de dominos, arrêt de rotatives.

Les directions d'entreprises ne s'arrêtent pas en si bon chemin. Certaines évoquent également une possible mutualisation des sites d'impression afin d'assurer la sortie des titres autrefois concurrents et aujourd'hui « confrères ». Parallèlement, la Poste ne livre plus les abonnés le samedi, lundi et mardi et n'assure donc plus ses missions de service public et d'intérêt général, malgré une forte pression de l'association lobbyiste de la presse, l'Alliance (ci-joint la déclaration de l'association).
C'est un coup contre l'information écrite dont les citoyens ont pourtant plus que jamais besoin.
C'est surtout contraire aux engagements du gouvernement Philippe, qui jurait de faire de la presse et de sa diffusion durant cette période de crise, une des activités prioritaires pour l'information et la démocratie, en autorisant l'ouverture des kiosques et des autres points de vente de la presse sur le territoire.
En effet, en n'assurant plus certaines de ses obligations quotidiennes sous prétexte de garantir la sécurité sanitaire des postiers, le groupe La Poste continue de dévoyer ses missions de service public en business lucratif. Pour rappel, le 3 mars dernier, l'État est devenu minoritaire dans le capital de ce groupe, permettant à la Caisse des Dépôts et Consignations d'en détenir 66 %.
Ainsi, la financiarisation du groupe La Poste s'accélère-t-elle en catimini, orientant ses priorités vers le service aux personnes âgées (l'or des cheveux gris) et le pôle financier, au détriment

de ses missions premières de service public.
Il est par ailleurs plus que révoltant de voir que ces services

Ainsi, nous assistons en cette période de crise à une accélération de l'information digitalisée au détriment de la presse papier.

payants à la personne sont maintenus quotidiennement en pleine crise sanitaire, alors même que les personnels manquent de moyens de protection pour eux comme pour celles et ceux à qui ils rendent visite et qui sont pourtant les plus fragiles face à cette pandémie !
Le gouvernement valide cette transformation et, en totale contradiction avec ses promesses télévisuelles, il en profite même pour accélérer la dislocation de la diffusion de la presse écrite en France. C'est la preuve que Macron et Philippe préparent dans les moindres détails l'après crise Covid 19, y compris leur schéma antidémocratique pour l'information.
Cette décision de dégrader la distribution postale est à

>>> rapprocher bien entendu de l'avenir plus qu'incertain de Presstalis, remis à la fin avril.
C'est donc un pas supplémentaire vers la diffusion portée qui se profile, déjà développée majoritairement par les titres de PQR, mais surtout vers une accélération du transfert du lectorat vers le digital.
Les offres de consultation gratuite sur internet fleurissent. Ainsi, nous assistons en cette période de crise à une accélération de l'information digitalisée au détriment de la presse papier. La première victime collatérale de ce processus se nomme *La Marseillaise*, obligée, pour des raisons économiques, de suspendre son impression papier au profit du net, avec des doutes sur sa capacité à ressortir une édition papier en fin de crise.
La bataille de l'avenir de l'information libre et pluraliste et de sa diffusion en tout point du territoire n'a jamais cessé. Elle entre par contre dans une nouvelle phase d'accélération, liée à la crise sanitaire actuelle qui crée des opportunités pour ces pourfendeurs de la liberté d'informer que sont les macronistes et leurs amis oligarques de l'ultralibéralisme.
Cette nouvelle attaque sur notre droit à l'information devient aussi, pour les citoyens et les travailleurs du secteur, l'occasion exceptionnelle de revendiquer une réforme identique à celle qui a prévalu en 1947 pour sortir l'information des griffes des milliardaires et des pouvoirs d'État. Plus que jamais, l'issue de cette crise sanitaire et de son corollaire économique, repose sur la capacité du mouvement social dans son ensemble à s'emparer de ces questions sociétales essentielles au maintien de nos libertés individuelles ainsi qu'au droit et à la liberté d'informer, véritable socle sur lequel se fonde notre démocratie.
Dans ce cadre, la FILPAC et ses syndicats sont et seront présents aux côtés des citoyens sitôt la crise sanitaire passée, pour imposer une autre régulation de l'information, s'appuyant sur la plus large diffusion des idées.
La presse écrite au format papier démontre chaque jour son utilité sociale. Sa coexistence avec les autres formes d'information n'est pas incompatible avec son développement, bien au contraire.
C'est pour cela que, dans cette période trouble, nous exigeons le maintien de tous les sites d'impression dans leur intégralité et le soutien de l'État et des éditeurs pour sauvegarder notre système pluraliste de distribution de la presse, et pour pérenniser l'entreprise Presstalis.
Quant au plan filière de la presse écrite, la FILPAC CGT réaffirme qu'il ne pourra être mis en œuvre sans une participation active des syndicats de la presse, à tous les niveaux, accompagnés par leur fédération.
Les priorités du plan filière devront d'ailleurs assurer à tous les titres aux faibles ressources financières et non détenues par quelques milliardaires, d'avoir les moyens de leur parution imprimée et de leur distribution, grâce à un plan ambitieux de diffusion dans le cadre d'une loi Bichet renforcée.
À nous d'imposer un futur pour la presse écrite et sa diffusion. •

Situation des papeteries dans la conjoncture de pandémie

Le discours pro Medef du président de la République avec de nombreux non-dits, provoque des situations de mise en danger des salariés dans beaucoup d'entreprises. Vous êtes nombreux à avoir vu arriver dans vos entreprises des documents officiels en provenance des préfectures pour déclarer tout et n'importe quoi comme activité indispensable au fonctionnement du pays. Nous vivons donc un confinement à deux voix : restez chez vous mais allez travailler !

La situation est encore plus compliquée dans certaines papeteries en situation de redressement judiciaire ou dans une très grave situation économique, réelle ou pas. Pour celles-ci, un arrêt de l'activité serait une aubaine pour des patrons voyous qui ont pour objectif la fermeture après liquidation. Chaque cas est particulier et doit faire l'objet de discussions dans le syndicat. Certaines activités en lien avec l'agroalimentaire ou le médical doivent fonctionner, voire augmenter leurs capacités, les CSE doivent avoir les moyens de fonctionner et être exigeants en termes de sécurité pour les salariés.

Pourquoi maintenir la production
Maintenir la production, dans quelles limites ? Quelles mesures prendre s'il y a des cas avérés dans les équipes de production ? C'est à ces questions que les élus FILPAC CGT doivent s'employer à répondre dans les jours et semaines qui arrivent. Toutes les discussions et pensées des salariés sont focalisées

Le télétravail est une mesure de protection efficace pour les salariés, mais qui pose des problèmes graves d'équité.

DES MUNITIONS POUR LA GUERRE?

>>> sur la pandémie et provoquent de ce fait une situation de risque permanent d'accident du travail.
Une des conséquences de cette pandémie est la différence de traitement entre les différentes catégories socioprofessionnelles. Le télétravail est une mesure de protection efficace pour les salariés, mais qui pose des problèmes graves d'équité. Pas facile d'expliquer à un salarié qui est possiblement exposé au COVID 19 que l'encadrement pilote l'entreprise de chez lui. Encore moins quand le manque

De très nombreuses industries cartonnières et papetières continuent de produire, voire même augmentent leurs capacités, malheureusement sans toujours assumer leurs responsabilités d'employeurs(...)

de moyens de protection est flagrant et que certaines situations de travail ne permettent pas d'appliquer les gestes de protection !
Nous sommes dans une situation inédite extrêmement anxiogène pour l'ensemble de la population. Le message martelé par le gouvernement et relayé par l'ensemble des médias et bien sûr par tous les professionnels de santé, est bien celui de ne pas quitter son domicile afin d'endiguer la propagation du virus.
A contrario, celui de certains ministres à la solde d'un patronat toujours plus gourmand, est bien de continuer à faire fonctionner les entreprises, soi-disant vitales pour la survie de la nation... ces mêmes employeurs qui poussent les salariés à travailler au détriment de leur santé. Les profits avant la vie !
De très nombreuses industries cartonnières et papetières continuent de produire, voire même augmentent leurs capacités, malheureusement sans toujours assumer leurs responsabilités d'employeurs, avec l'obligation de sécurité et de résultats (art. L4121-1 du code du Travail) mais également de moyens. Elles doivent mettre en œuvre des mesures de prévention suffisantes pour supprimer les risques, ou a défaut les réduire au minimum.

Risques et prévention, qu'en est-il?
L'épidémie de coronavirus oblige l'ensemble des employeurs à reprendre leurs évaluations des risques et à mettre en place des mesures de prévention appropriées, obéissant aux principes généraux de prévention (art. L4121-2 du Code du travail).
Tout ceci doit se trouver dans le Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) consultable par l'ensemble des salariés de l'entreprise.
De trop nombreux messages contradictoires sont véhiculés par les instances ministérielles, DIRRECT et inspection du travail, sur la non-reconnaissance du droit de retrait ou du droit d'alerte des élus, par le biais du registre des dangers graves et imminents.
Cette contradiction est encore plus marquée depuis quelques jours, avec une volonté de l'irresponsable ministre du Travail, de pousser les employeurs à reprendre leur activité, malgré le confinement annoncé, et très probablement sa prolongation et son renforcement. Depuis ce début de semaine, bon nombre d'employeurs soucieux de la santé de leurs salariés et respectueux de la démarche commune face à ce virus, se voient refuser leur demande de chômage partiel par la DIRRECT. À quoi joue notre gouvernement ?
La situation est d'autant plus ubuesque, que dans nos secteurs d'activité, nous voyons fleurir des courriers émanant des préfectures, précisant que la plupart de nos activités sont vitales pour la France.
En effet, la production et la transformation de pâte à papier sont devenues un des poumons de notre pays, alors que depuis une vingtaine d'années un patronat capitaliste, avec la connivence de l'État Français, nous fait subir une destruction massive de ce secteur industriel, par la fermeture de nombreuses papeteries, au bénéfice du numérique. Est-ce un revirement de situation ou du mépris ?
Nous penchons très fortement pour la seconde hypothèse.
En effet, à l'heure actuelle il est très difficile de substituer au papier toilette une tablette numérique !
La mise en lumière d'un désintérêt marquant de nos dirigeants politiques comme industriels depuis des années est totalement remise en question par cette soudaine nécessité de produire de l'emballage pharmaceutique, alimentaire, de luxe, en cette période de pandémie.

L'urgence pour consacrer le dézinguage social
Cette mascarade organisée et généralisée est accompagnée par une casse de nos conquis sociaux. La loi du 22 mars 2020 dite d'urgence, met à mal beaucoup de moyens obtenus de haute lutte. Macron et ses sbires balaient la loi des 35 heures en revenant sur la durée maximale du travail, et envisagent la possibilité pour certains secteurs d'aller jusqu'à 60 heures hebdomadaires. Sont également bouleversés le travail de nuit et le repos dominical. Cette loi censée être à durée déterminée, qui sous couvert de la bienveillance doit aider l'ensemble de l'économie française à franchir cette période sombre de notre histoire dont nous ne connaissons pas l'issue, n'est en fait qu'un cadeau de plus fait aux magnats de la finance qui continuent de décider délibérément du droit de vie ou de mort pour notre population.
Avec le vol en éclats de tous les cadres sociaux, où va être la place pour une vie privée digne de ce nom ? Préparons-nous à des lendemains difficiles afin de reconquérir notre dignité et de faire abolir le diktat de la finance. •